

# **PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE : L'EXEMPLE DU SÉNÉGAL**

**Communication à l'Atelier : *The Use of Official Development AID  
(ODA) in the development of Public Private Partnership (PPPs)  
Projects: The Case of Senegal.***

**Dakar: IFAN CAD, 10 novembre 2015**

Papa Demba FALL

RÉMIGRAF/ Institut fondamental d'Afrique noire Ch. A. Diop

UCAD de Dakar, Sénégal

[papadem.fall@ucad.edu.sn](mailto:papadem.fall@ucad.edu.sn)

[www.papadembafall.com](http://www.papadembafall.com)



# Résumé

- En raison des nombreuses difficultés auxquelles les Etats doivent faire face dans le financement du développement (insuffisance des investissements, pressions sur le budget de l'Etat, critiques de la qualité de service des entreprises du secteur public), les PPP se sont imposés, au cours des deux dernières décennies, comme un formidable moyen d'accompagner positivement la marche vers le développement durable par un relèvement conséquent de la croissance économique.
- Sur le continent africain, des secteurs comme le transport, les télécommunications, la production d'énergie ou la distribution d'eau ont, à la faveur du partenariat entre le public et le privé, connu d'importantes avancées. Nombreux sont les pays ouest-africains aujourd'hui séduits par une telle expérience de financement d'infrastructures marchandes ou sociales.
- La présente communication examine le cas particulier du Sénégal en matière d'appel de fonds privés dans le financement du développement



# PLAN DE PRESENTATION

- **I. Le cadre politique et socioéconomique de la politique nationale de développement: généralités**
- **II. Analyse du cadre institutionnel et à l'état des lieux du partenariat public-privé.**
- **III. étude de cas portant sur le financement des logements à faible coût au moyen du PPP.**
- **IV. Leçons apprises et recommandations.**



# GENERALITES SUR LE SENEGAL

## I-1. Une démographie source de nombreux problèmes

- 13 508 715 hab. selon le RGPHAE de 2013
- Taux d'accroissement naturel = 2,34 % par an
- Doublement de la population tous les 25 ans.
- Jeunesse de la population : 40,8 % sont âgés de moins de 14 ans.
- **Problèmes** : besoins alimentaires, du logement décent, scolarisation pour tout, accès à l'eau ou à l'énergie, des moyens de transport, etc.



## I-2. Un contexte politique apaisé

- **Multipartisme intégral depuis 1980**
- **Alternances pacifiques en mars 2000 et mars 2012**
- Hormis la **question casamançaise** qui constitue une ombre au tableau, la relative paix sociale qui règne dans le pays ainsi que les rapports sociaux entre les différents groupes ethniques constituent un atout important dans le maintien de la **stabilité politique** indispensable à l'élaboration d'un projet de développement viable



## I-3. Une économie en proie à des réelles difficultés

- **Pauvreté en ressources naturelles.**
- **La pêche et tourisme constituent les principales sources de devises.**
- **L'agriculture occupe une bonne partie de la population mais il s'agit d'une activité qui déroule en période pluviale c'est-à-dire durant trois voire quatre mois à l'exception des zones où l'irrigation permet d'allonger la période culturale.**
- **L'arachide constitue la principale culture de rente à côté du coton et de la canne à sucre. Elle contribue pour près de 9% au PIB depuis le retour à une pluviométrie normale.**
- **Dès lors que les cultures commerciales l'emportent de loin sur les cultures vivrières, le **Sénégal est un grand importateur de céréales notamment de riz.****
- **Les autorités politiques ambitionnent d'atteindre l'autosuffisance en riz à l'horizon 2016 en dépit des aléas liés à la sécheresse, à l'irrégularité des précipitations, à la pauvreté des sols et aux récurrents périls acridiens**
- **La situation géographique et la stabilité politique du Sénégal constituent des atouts importants dans le développement industriel du pays qui repose sur la présence de multinationales qui, pour des raisons historiques sont principalement d'origine française.**
- **Estimée à 4, 6 % en 2015 et 5 % en 2016, la croissance économique reste encore relativement faible, pour une favoriser un développement profitable à toutes les couches de la population.**



# I-4. Un contexte social marqué par la pauvreté

- **Indice de développement humain (IDH) pour 2013: 163<sup>e</sup> rang sur un total de 182 pays contre la 156<sup>e</sup> place sur 177 pour la période 2006-2008.**
- **La constance de la pauvreté est avérée tant en niveau (50,8 %) qu'en profondeur (16,5 à 17 %) selon les indicateurs de 2009.**
- **Des stratégies de lutte contre la pauvreté ont été développées par les autorités politiques à travers les DSRP I et II sans grand succès.**
- **De leur côté, les populations tentent avec plus ou moins de bonheur de sortir de la crise par un recours massif à l'exode rural, à l'économie informelle et à la migration de longue distance.**
- **On notera avec force que les transferts de la diaspora qui sont estimés à quelques 900 milliards de FCFA en 2014 par la DES/MAESE constituent aujourd'hui une manne financière non négligeable. Bien qu'elles ne prennent en compte que les ressources qui empruntent les canaux officiels, les remittances sont de loin supérieures à l'aide reçue dans le cadre de l'aide publique au développement. Toutefois, les données de la Banque africaine de Développement (2007) indiquent que seuls 5% des transferts de fonds vont au secteur des investissements productifs tandis que 34% vont au secteur immobilier et 61% aux dépenses familiales.**



## I-5. D'ambitieux projets politiques de développement

- **Plan Sénégal émergent (PSE)** décliné sur une période de 30 ans
- **Plan national d'aménagement et de développement territorial (PNADT 2015-35)** entend corriger les déséquilibres notés dans le développement territorial
- **Acte III de la décentralisation** qui est le nouveau code des collectivités = franchir un palier supplémentaire dans la politique de décentralisation avec la territorialisation des politiques de développement
- Les réformes envisagées seraient vaines si les moyens financiers continuent de faire défaut du fait des faibles ressources dont disposent l'Etat et de l'énorme pression qui pèse sur celles-ci. L'appel aux capitaux privés apparaît alors comme une alternative incontournable pour le financement des projets de développement notamment d'infrastructures de base dont les effets structurants constituent une importante plus-value.





# II- 1. Attirer les investissements privés dans des projets à fort impact social

- de nombreuses initiatives étatiques : FPE, ADEPME, FONDEF et ASEPEX

- Sénégal : Evolution de l'aide publique nette au développement et aide publique recue 2007/2013 (Dollars US courants)

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
869 720 000	1 068 510 000	1 016 230 000	927 680 000	1 060 080 000	1 080 180 000	982 820 000

- NB: APD représente environ 11 % du PIB du Sénégal.
- **Objectif des PPP:** mobiliser des capitaux privés en vue de réaliser, d'exploiter et d'entretenir un service public quitte à en confier la gestion à une structure privée.
- Exemple: financement du PSE: Etat (43,4%), Partenaires techniques et financiers (40,4%) et Fonds privés (16,3%).



## II- Un nouvel environnement des affaires



## II-2. Les PPP et la réforme de l'environnement des affaires

loi n°2004-14 du 1 mars  
2004 modifiée par la loi  
n°2009-21 du 4 mai 2009

PPP

Conseil des Infrastructures dite loi  
CET (Construction  
Exploitation Transfert  
d'Infrastructures)

3 magistrats, 3 députés, 3 membres de la Société  
civile et des consommateurs, 3 représentants du  
secteur privé

Commission d'Appel d'offres

2 représentants de l'Autorité  
concedante, 1 représentant du Contrôle financier ,  
1 représentant de APIX SA

Le MEFP est la cheville ouvrière de la mise en pratique des projets PPP en ce sens qu'il juge de l'opportunité du choix au regard de la stratégie politique



## II-3. Réalisations et projets PPP au Sénégal

- Construction du port sec de Kaolack pour 60 millions USD
- Tramway pour 734 millions USD
- Projet de minerai de fer de la Falémé pour 202 millions USD
- Deuxième Université de Dakar pour 200 millions USD
- Cité du Savoir pour 90 millions USD
- Instituts de formation professionnelle pour 160 millions d'USD
- Résidences universitaires pour 280 millions USD
- Reconstruction de l'hôpital Aristide Le Dantec pour 160 millions USD
- Centre de lutte contre le cancer pour 30 millions USD
- Irrigation, Agriculture pour 178 millions USD
- Corridors céréaliers pour 620 millions USD
- Unité de dessalement de l'eau de mer pour 80 millions USD
- Aménagement des sites touristiques :
  - de Joal-Finio pour 16 millions USD
  - de Mbodiène pour 406 millions USD
  - de Pointe Sarène pour 282 millions USD
- Zone économique spéciale intégrée pour 90 millions USD
- Cité des Affaires pour 540 millions USD
- Construction de logements sociaux pour 440 millions USD.



# Réalisations et projets PPP au Sénégal .....

- La concession du contrôle de la charge à l'essieu: financement, construction, équipement et exploitation de stations de pesage et de mesure du gabarit des véhicules lourds de transports de marchandises (contrat signé en 2012, exploitation partielle démarrée, autres constructions en cours) ;
- • La Construction, l'entretien et la maintenance d'une autoroute à péage reliant la Ville de Dakar à la nouvelle ville de Diamniadio, soit 32 km: contrat signé en 2009. Cette autoroute déjà réalisée est en exploitation depuis août 2013 ;
- Un contrat complémentaire a été signé en juin 2014 avec l'opérateur de l'autoroute pour son prolongement jusqu'à l'aéroport international Blaise Diagne Diass ;
- • Construction, équipement et gestion d'un Centre de contrôle technique des véhicules automobiles en cours d'exploitation ; d'autres centres sont prévus à l'intérieur du pays ;
- • Concession du terminal à conteneurs sur le site du Port Autonome de Dakar ;
- • Construction clefs en main d'un aéroport international à Diass (AIBD) dans le cadre d'un projet de type Project Finance. L'aéroport qui devait être livré en juillet 2015 a accusé beaucoup de retard en raison des problèmes du Groupe Saudi Bin Ladem ;
- • Exploitation, gestion et entretien de la Gare des Baux maraîchers (gare routière de transport urbain et interurbain)



# III- Un exemple de projet PPP : le programme de logements à faible coût de la Banque de l'habitat du Sénégal

- Crédits de AFD



# CONCLUSIONS ET LECONS APPRISES

- L'exemple sénégalais indique que les avantages liés au recours au PPP sont certes de plusieurs ordres mais on en retiendra essentiellement deux :
- - placer des actifs publics sous la gestion du secteur privé pour plus de rentabilité ;
- - garantir une gestion saine orientée vers l'efficacité et dénuée de toute pratique clientéliste.



# Recommandations

- Parmi les mesures d'accompagnement nécessaires à l'atteinte des résultats escomptés avec les PPP on notera :
  - - une plus grande ouverture au marché financier régional et sous régional en vue de combler les importants besoins d'investissement ;
  - - la formation du personnel et le renforcement des capacités des agents opérant dans le secteur ;
  - - une sécurisation des contrats signés entre l'Etat et les concessionnaires notamment un contrôle plus strict des engagements des différentes parties. Les errements notés dans la réalisation/livraison de l'AIBD de Ndiass doivent être médités en vue de rectifier les erreurs.

